

RDC

GOMA, BUKAVU, MINOVA
UNE MOBILISATION VITALE
POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

**Soutenir les
défenseur·es des
droits humains dans
un contexte
d'occupation, de
répression et
d'urgence
humanitaire.**

Partenaires et rédacteurs



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS





INTRODUCTION

EST DE LA RDC : DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS AU CŒUR DU CHAOS

Depuis plus d'un mois, Agir ensemble pour les droits humains et le Secours Populaire français se mobilisent pour appuyer la protection des défenseur.se.s des droits humains, à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), en lien direct avec leurs partenaires nationaux [1].

[1] Les organisations impliquées souhaitent rester anonymes pour des raisons de sécurité.

Cela fait des mois que la République Démocratique du Congo (RDC) est au cœur des préoccupations internationales. Le cessez-le-feu, signé fin juillet 2024, entre la RDC et le Rwanda semble en effet hors de portée. Depuis la fin du mois d'octobre 2024, le groupe armé « Mouvement du 23 mars » (M23) soutenu par le Rwanda, est reparti à l'offensive dans les provinces du Nord puis du Sud-Kivu, à l'est de la RDC.

Dans le Nord-Kivu, une province connue pour ses ressources naturelles dont ses minerais stratégiques, le M23 s'est emparé de l'agglomération de Kalembe, avant de passer à l'offensive dans le territoire de Lubero. Début décembre, les affrontements ont gagné en intensité.

Après l'échec des négociations entre les présidents congolais Félix Tshisekedi et rwandais Paul Kagame, qui devaient se rencontrer à Luanda, en Angola, pour de nouveaux pourparlers visant à rétablir la paix, la commune rurale de Masisi est tombée aux mains des rebelles le 4 janvier. S'en est suivie, le 21 janvier, la prise de Minova (Sud-Kivu), et le 26 janvier l'entrée du M23 dans Goma. Le 14 février, la ville de Bukavu (Sud-Kivu), a également été prise par les rebelles.

Après plusieurs mois d'occupation de Goma, la situation humanitaire est particulièrement catastrophique. En date du 24 février 2025, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué avoir recensé 3082 blessés et 842 morts dans les seuls hôpitaux de Goma et sa périphérie, tandis que la première ministre de RDC, Judith Suminwa Tuluka, affirmait à la presse que « Plus de 7000 compatriotes ont été tués depuis janvier dans l'est de la RDC, dont une masse importante de personnes civiles ».

Le M23 a contraint des dizaines de milliers de personnes déplacées à quitter les camps situés autour de Goma. La criminalité et l'insécurité sont en hausse à Goma comme à Bukavu en raison, selon l'OCHA, de la circulation des armes abandonnées par les militaires, et de nombreuses exactions sont commises contre les civils (enlèvements, assassinats, cambriolages), sans aucune garantie d'accès à la justice pour les personnes victimes.

Ces actions, auxquelles s'ajoutent la saturation des six principaux hôpitaux principaux de Goma, qui débordent de blessés, l'incertitude financière du fait du blocage des services bancaires, et les graves pénuries de fournitures essentielles, entraînant une flambée des prix, ont aggravé une situation humanitaire qui se détériore rapidement.

Au-delà des conséquences irréversibles sur la population, depuis la progression du M23, les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits humains (DDH) actifs sont particulièrement pris pour cible. A ce titre, l'Organisation mondiale de lutte contre la torture (OMCT) a fait état de nombreuses violations des droits humains à l'encontre de plusieurs défenseurs et de membres de leurs familles, « à savoir des exécutions extrajudiciaires, des agressions et des intimidations à la suite d'affrontements entre les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et le M23 soutenu par l'armée rwandaise, en représailles de leur travail de documentation et de dénonciation des violations des droits humains et humanitaire perpétrées depuis le début de cette guerre par l'une ou l'autre partie au conflit ».

Au Sud Kivu, le 12 février, 5 DDH dont un DDH du mouvement citoyen de la LUCHA ont été assassinés par le M23. Le 14 février, l'artiste musicien révolutionnaire Delcas Idengo a été assassiné à Goma après la sortie d'une chanson hostile aux agresseurs de la RDC.

Avec l'occupation du M23 dans les deux provinces, le travail de promotion et de défense des droits humains mené par les DDH dans la région est gravement mis en péril. L'installation d'une administration parallèle par le M23 inquiète les DDH, et les libertés d'association et de réunion sont extrêmement restreintes. Plusieurs DDH ont dû fuir et sont donc désormais forcé.e.s de vivre en exil ou comme déplacés internes.



Afin de les soutenir, Agir ensemble pour les droits humains et le Secours Populaire français appuient la protection des défenseur.se.s des droits humains, aux côtés de leurs partenaires nationaux.

A l'attention des DDH les plus exposé.e.s, un fonds d'urgence exceptionnel a été mis en place par les organisations, et a permis de soutenir 55 bénéficiaires, pour appuyer leur protection dans ce contexte de répression forte à l'encontre des droits humains.



SECOURS
POPULAIRE
FRANÇAIS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS